

## BARNIER VEUT L'AUSTÉRITÉ ET CIBLE LES IMMIGRÉ·E·S



# RENFORÇONS LA MOBILISATION

### ZOOM

Racisme. Un gouvernement sous tutelle du RN

Page 3

### INTERNATIONAL

Proche-Orient. L'escalade colonisatrice d'Israël

Page 4

### ARGUMENTS

La République islamique face à la remontée des luttes

Page 5

### CHAMP LIBRE

Entretien avec Gilbert Achcar sur la situation au Liban

Page 8

## Édito

### Réformes des retraites: une question politique

Par ROBERT PELLETIER

La presse bien-pensante le martèle depuis plusieurs semaines: environ 850 000 retraités, qui perçoivent une retraite de base «ne dépassant pas 847,57 euros par mois» avec une carrière complète, bénéficieront d'une augmentation de leur pension d'en moyenne 50,94 euros par mois. 600 000 autres retraités ayant déjà bénéficié de cette revalorisation en septembre 2023. Maigre consolation! Puisque deux millions de seniors vivent sous le seuil de pauvreté, vient d'annoncer un récent rapport. Ce sont donc des personnes de 60 ans et plus dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté monétaire. Celui-ci est fixé à 60% du niveau de vie médian, soit 1216 euros par mois pour une personne seule, 1824 euros pour un couple. Selon l'Insee, la pauvreté a augmenté. Elle touchait 10,6% des 65-74 ans en 2022, contre 7,5% en 2017.

Les critiques contre le système de retraites actuel, bien que réformé, demeurent. Ainsi, selon un article du Monde, paru le 13 septembre 2024: «Le rapport démographique est assez clair. En 1981, on comptait 5 millions de retraités. Ils sont 17 millions aujourd'hui, et seront 23 millions en 2050. En moins d'un demi-siècle, le nombre de retraités a plus que triplé, conduisant à une charge budgétaire de plus en plus lourde». Pourtant, dans le dernier rapport du COR (Comité d'orientation des retraites), dont la direction a été virée après ses positionnements critiques lors de la dernière bataille contre la réforme des retraites au printemps 2023, les évolutions restent modérées. Si les ressources étaient légèrement en baisse à l'horizon 2070, la part des dépenses passerait de 13,4% du PIB en 2023 à 13,2% en 2070.

Le problème qui est posé au gouvernement Barnier est celui d'un pays vieillissant, où le vote des plus âgés — qui vont deux fois plus aux urnes, les plus de 65 ans représentant un tiers des votants — pèse mécaniquement davantage et constitue un socle incontournable pour la macronie, de plus en plus grignoté par le vote Rassemblement national.

Au total, Michel Barnier, même s'il voulait répondre aux besoins des plus pauvres ne dispose, au regard des équilibres de l'Assemblée nationale, d'aucune marge de manœuvre. Pas plus qu'il n'en dispose pour réduire le déficit public, malgré sa volonté affichée et les annonces contradictoires des responsables de la fragile majorité qu'il pense pouvoir préserver.

### Bien dit

Le 22 septembre, l'armée israélienne envahit les locaux d'Al Jazeera à Ramallah avant d'en ordonner la fermeture pendant 45 jours — laquelle sera sans doute prolongée tout aussi arbitrairement. Cette attaque est un événement majeur. Ou devrait l'être: dans les grandes rédactions françaises, c'est silence radio.

PAULINE PERRENOT, «Fermeture d'Al Jazeera en Cisjordanie occupée: où sont les médias français?», Acrimed, 1<sup>er</sup> octobre (acrimed.org)

## À la Une

# Se mobiliser contre le gouvernement d'union austéritaie raciste

Près de trois mois après les législatives, Michel Barnier a déclaré devant les députés: «Nous sommes collectivement sur une ligne de crête». Surtout lui...



Lors du discours de politique générale d'ouverture de la 17<sup>e</sup> législature par le Premier ministre Michel Barnier à l'Assemblée nationale le 1<sup>er</sup> octobre. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

C'est peu dire que le Premier ministre a «conscience de la gravité et de l'importance de ce moment pour notre action commune au service du pays et pour les Français qui nous regardent et qui nous écoutent». Loin des tonalités martiales de Gabriel Attal en janvier dernier, l'ancien négociateur en chef de l'Union européenne a déroulé, le 1<sup>er</sup> octobre dans l'hémicycle, son programme d'une voix imperturbable.

### Deux exigences, une méthode et cinq chantiers

Michel Barnier a manifestement cherché sur la forme à s'inscrire dans les pas du général de Gaulle, en se plaçant au-dessus de cette «Assemblée nationale divisée comme jamais elle ne l'a été depuis 1958». Il devient une sorte de deuxième Jupiter qui doit répondre à deux exigences: la dette financière et la dette écologique. La première en effet ne fait aucun doute, puisqu'elle est selon ses termes «la véritable épée de Damoclès». Pour «ramener à 5% en 2025», avec une trajectoire qui doit permettre de «revenir sous le plafond de 3% en 2029», il préconise la réduction des dépenses publiques, un effort ciblé et limité dans le temps des plus riches et annonce la revalorisation de 2% du smic le 1<sup>er</sup> novembre... au lieu du 1<sup>er</sup> janvier. Il a également déploré que les «dispositifs d'allègement de charges freinent la hausse des salaires au-dessus du smic».

En appelant plusieurs fois au respect, au dialogue, aux partenariats sociaux, à l'idée de compromis,

Barnier a donc irrémédiablement rompu avec macronisme. Il n'a, en revanche, en rien abandonné la politique de la bourgeoisie. Avec Barnier, la droite revient! Elle se veut consensuelle et ouverte au dialogue... pour assurer la stabilité politique nécessaire aux affaires. Ainsi, Michel Barnier souhaite «réfléchir à des aménagements raisonnables et justes de la loi» sur les retraites et augmenter le pouvoir d'achat des Français, son premier chantier, dans lequel il inscrit l'écologie, mais avec quels moyens?

### La droite dure

Barnier n'a pas manqué de rappeler que «la fermeté de la politique pénale, que les Français demandent, est indissociable du respect de l'État de droit»

en réponse à Retailleau qui avait jugé, sans que personne ne s'en émeuve, que l'État de droit n'était ni «intangible» ni «sacré». Pourtant, toute la politique qu'il a déroulée en matière de renforcement de la police, de politique vis-à-vis des immigrés, de renforcement de Frontex, de l'augmentation des OQTF... tout va dans le sens de Retailleau et de sa politique raciste (voir article page 3). Hormis sur les «lignes rouges» données par la macronie, sur l'IVG, le mariage pour tous, et les dispositions légales sur la PMA, il poursuit la politique raciste de Darmanin dont il a, d'ailleurs, salué le travail... Il préconise de rendre les forces de l'ordre «encore plus visibles et présentes sur la voie publique».

À propos de la Kanaky, il a annoncé que le projet de loi du dégel du corps électoral ne passerait pas devant le Sénat. Pas le choix sans doute... Car Barnier a d'autres urgences!

### Un gouvernement raciste et technique

Le grand bourgeois Barnier n'a qu'un seul objectif: sortir un budget, dans un temps historiquement court, qui assure à la fois pour la stabilité sociale (toujours bonne pour les affaires) et la réduction du déficit. C'est un gouvernement raciste et technique qui se projette sur les deux prochaines années et demie. L'Assemblée nationale apparaît plus déconnectée que jamais des préoccupations de la population. C'est désormais Gabriel Attal qui s'agit pour savoir si le gouvernement Barnier appliquera la réforme dite du «choc des savoirs». On croit rêver... Barnier a d'autres urgences! Mettre un gouvernement, non pas d'union nationale, mais d'union austéritaie. Face à cette politique qui va s'appliquer très durement pour les personnes racisées, les étrangers, nous devons renforcer les fronts existants, les solidarités et les liens militants, dans nos syndicats, nos associations, nos quartiers, nos fachs. Pour imposer les mesures d'urgence du Nouveau Front populaire, nous savons qu'il ne faudra compter que sur nous-mêmes!

Fabienne Dolez

## Acturama

### UNE MOBILISATION HABITUELLE LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE?

Habituelle, mais moins bien, du moins à Paris où la CGT elle-même annonce 20 000 personnes dans la rue. En tout ce sont 170 000 personnes qui ont défilé dans 190 manifestations. Cette journée d'action préparée par la CGT, Solidaires et le FSU avec le renfort des syndicats étudiant et lycéen doit en appeler d'autres pour que nos revendications, celle portées dans le programme du Nouveau Front populaire aboutissent. © NPA



# AUTRICHE Élections législatives: un désastre pour la démocratie, l'État social et la gauche

Selon les résultats officiels provisoires, le parti d'extrême droite Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ) dirigé par Herbert Kickl a obtenu 29% des voix, 1,4 million d'électeurs, soit presque deux fois plus qu'il y a cinq ans.

Les « Freiheitlichen » ont ainsi leur meilleur résultat depuis leur création en 1955 ; en 2019, ils avaient obtenu 770 000 voix. Le FPÖ a été élu principalement par des ouvrierEs, des apprentiEs et des travailleurEs non diplôméEs, par des personnes âgées de 35 à 59 ans et presque à parité par des hommes et des femmes. Les motifs de vote étaient le mécontentement vis-à-vis de la politique menée pendant l'épidémie de covid, de l'augmentation des prix, de la détérioration du système de santé, de l'immigration et des réfugiéEs (associé aux attaques terroristes), mais aussi les thèmes de la guerre et de la neutralité autrichienne.

## Radicalisation du FPÖ

Sous la direction d'Herbert Kickl, le « président fédéral » du FPÖ depuis juin 2021 a recommandé des remèdes de cheval au lieu de vaccins, exige la « remigration » des réfugiéEs, veut mettre en place un bureau de signalement pour les enseignantEs politisés, prive la radio-télévision publique de son financement en supprimant la redevance et considère Viktor Orbán en Hongrie comme son grand modèle.

Le parti défend une politique néolibérale marquée, habillée de slogans populaires en faveur de baisses d'impôts comme « Plus de net, du brut », ce qui priverait le système social de son financement. Comme l'AfD en Allemagne, il mime le « parti de la paix », veut faire baisser les prix de l'énergie en augmentant encore les importations de gaz de Russie et se montre très compréhensif vis-à-vis de la guerre de Poutine en Ukraine. Il considère la protection du climat comme une ineptie. Kickl aime se qualifier de « chan-



celier du peuple » et veut « concentrer les réfugiés dans des camps » — des allusions provocantes au langage nazi.

## Droitisation du Parti populaire autrichien

Le succès du FPÖ s'explique par le vide politique et la droitisation du Parti populaire autrichien (ÖVP) conservateur. Depuis décembre 2021, l'ÖVP est le chancelier fédéral dans une coalition avec les Verts. L'ÖVP reprend les thèmes et parfois les termes de l'extrême droite. Elle veut retenir les réfugiéEs dans des camps à l'extérieur de l'UE, s'en prend aux jeunes activistes climatiques et tente de les criminaliser, tout en parlant de « l'Autriche, pays de l'automobile ».

L'ÖVP a perdu plus d'un quart de ses électeurs au profit du FPÖ (et des abstentionnistes) en raison de sa mauvaise gestion de l'inflation, de l'affaiblissement du (bon) système de santé publique, des mauvaises données économiques et d'une politique peu crédible.

Le chancelier de l'ÖVP a surpris le soir des élections en déclarant qu'il ne voulait pas former de coalition (ce qui était attendu) avec le FPÖ de Herbert Kickl. Il est impossible de savoir aujourd'hui s'il s'agit d'une déclaration sérieuse ou d'une simple manœuvre tactique à l'égard de la social-démocratie, pour la pousser à faire de lourdes concessions par des négociations fictives, avant de pouvoir tout à coup former une coalition avec le FPÖ (comme ce fut le cas sous le chancelier Schüssel entre 2000 et 2006).

## La gauche en perte de vitesse

La social-démocratie, dirigée par le nouveau réformiste Andi Bamberger, qui se présente avec assurance et combativité, a stagné avec le plus mauvais résultat électoral depuis des décennies (21,1%) et n'a pas pu profiter des pertes de l'ÖVP. Bien qu'un tiers des électeurEs aient quitté les Verts, le gain de ce groupe a tout juste compensé les pertes dues au vote FPÖ des abstentionnistes.

Les formations à gauche de la social-démocratie n'ont pas réussi à atteindre la barre des 4%. Le KPÖ a certes triplé son score en obtenant 2,4% (+1,7%) et près de 115 700 voix, mais cela ne lui permet pas d'entrer au Conseil national. De même, les listes « Gaza » (0,4%) et « Keine » (0,6%) ont échoué.

Une semaine avant les élections, 13 000 personnes ont manifesté à Vienne — une action commune du mouvement de grève pour le climat et de dizaines d'initiatives locales de « défense de la démocratie » dans toute l'Autriche. En comparaison avec la mer de lumières de janvier 1993, qui avait réuni plus de 100 000 participantEs, ils étaient malheureusement encore bien trop peu nombreux. Ce regroupement fragile pourrait marquer le début d'un mouvement de résistance contre l'évolution de la droite. **EF, WH et PS (Vienne/Tyrol)**

# RACISME Un gouvernement sous tutelle du RN

Le gouvernement Barnier, c'est la droite dure au pouvoir, RN compatible, avec des ministres qui marquent le retour de « La Manif pour tous ». Le ministre de l'Intérieur, B. Retailleau, en est le spécimen le plus représentatif, un des meneurs de cette manif contre le mariage pour tous, à l'école de Philippe de Villiers.

Retailleau est l'auteur d'un florilège de propos racistes comme « ensauvagement de la société », « décivilisation de l'Occident », « régression vers des origines ethniques », « Français de papiers ». Il a voulu revenir sur la loi Taubira, a voté contre le projet de loi voulant interdire les thérapies de conversion, s'est opposé à l'inscription de l'IVG dans la Constitution. Le premier flic de France cumule : à la fois raciste, sexiste, homophobe, répressif et anti-social.

## Les migrantEs cibléEs en premier

Le ministre de l'Intérieur faisait partie des sénateurs qui, au moment du vote du projet de loi asile immigration en décembre 2023, ont présenté des amendements encore plus durs à la loi Darmanin. Il enfourche le même cheval de bataille. Comme l'avait fait Darmanin avec le meurtre de la petite Lola, la mort tragique de Philippine est instrumentalisée de façon indécente pour mettre en avant la non-exécution d'une OQTF (obligation de quitter le territoire français) et l'assimilation raciste selon laquelle étranger = violeur et assassin. Le viol et les violences sexuelles ont lieu en grande majorité au sein de familles « bien françaises ». On n'a pas entendu Retailleau and Co s'émouvoir des viols successifs infligés à Gisèle Pelicot, droguée à son insu par son mari.

L'obsession de Retailleau est d'augmenter les OQTF et les expulsions. Il a déclaré au JT de TF1 le 23 septembre vouloir « prendre tous les moyens » pour faire « baisser l'immigration ». Il a agité la menace d'une prolongation de la rétention à 130 jours, la double peine, la

réforme de l'AME (aide médicale d'État). L'année dernière, la droite sénatoriale dont est issu B. Retailleau avait déjà tenté de supprimer l'AME, pour la remplacer par une « aide d'urgence » très réduite. Immédiatement des oppositions se sont manifestées parmi les soignantEs qui savent que cette mesure non seulement est inhumaine mais qu'elle aurait des conséquences sanitaires.

Ces discours sont simplistes, mensongers, démagogiques. Prenons l'exemple des OQTF, décriées parce qu'elles seraient faiblement appliquées : 103 515 OQTF ont été prononcées au cours du premier trimestre 2024 en France, dont — sinistre record! — 34 190 ont donné lieu à une expulsion, contre 15 400 en Allemagne. Les OQTF sont envoyées automatiquement dès qu'un demandeur d'asile est débouté. Les demandes de titre de séjour sont presque systématiquement refusées et suivies d'une OQTF. Sur la quantité, beaucoup sont irrecevables et inapplicables.

Cette rhétorique est un copier-coller de la propagande du RN qui ne peut que lui profiter. L'alliance des macronistes et de LR est bien compatible avec l'extrême droite.

## Dans le viseur les libertés démocratiques

Le gouvernement Barnier reprend aussi des éléments du programme du RN : aggravation des politiques austéritaires contre les services publics et la Sécurité sociale ; répression. Il ne peut pas exister de politique d'extrême droite sans restriction drastique des libertés démocratiques. B. Retailleau d'ailleurs l'a répété trois fois : « Rétablir l'ordre! ». Et dans

la foulée il a annoncé qu'il porterait plainte contre le député d'Avignon, Raphaël Arnault pour avoir dit que la police tue en Kanaky, ce qui est parfaitement vrai.

## Contre Macron, le gouvernement Barnier et le RN, unité à la base!

Ensemble, les militantEs des partis qui ont constitué le NFP, les syndicalistes, les militantEs associatifs, les individus, toutes celles et ceux qui ont permis le sursaut contre le RN aux élections législatives, créons des cadres de réflexion et d'action communes, afin de construire le rapport de forces suffisant pour engager la lutte contre Macron, le gouvernement Barnier, le RN, imposer le programme du NFP.

**Julie Dumont**

TROIS FRANÇAIS SUR QUATRE APPROUVENT LES MESURES PROPOSÉES PAR RETAILLEAU



## No comment

# Financiarisation de l'offre de soins: une OPA sur la santé?

C'est le titre d'un rapport de la commission affaires sociales du Sénat publié le 25 septembre qui ne tire pas tout à fait les conclusions qui s'imposent. <https://www.senat.fr/rap/r23-776/r23-776-syn.pdf>

## Agenda

**Samedi 5 octobre, manifestation nationale pour des forêts vivantes, stop aux méga-usines, Guéret (23).** À 14h, + d'infos sur [5octobre.org](http://5octobre.org).

**Samedi 5 octobre, manifestation en soutien à la Palestine, Paris.** À 14h, à République.

**Mercredi 9 octobre, Rencontres de la Brèche avec Michaël Lowy et Christine Poupin, Paris.** Présentation du dernier numéro d'*Actuel Marx* « Crises écologiques, transition, écosocialisme ». À 18h30 à la librairie librairie la Brèche, 27, rue Taine, Paris 12°.

**Mardi 15 octobre, conférence-débat avec Fabrice Riceputi autour de son livre *Le Pen et la torture en Algérie*, Strasbourg.** À 19h, à la Maison des Associations, 1a place des Orphelins.

**Judi 17 octobre, rassemblement en mémoire du 17 octobre 1961, Strasbourg.** À 18h, au pont du Corbeau à Strasbourg et en manifestation vers la place du 17 octobre 1961.

**Mercredi 22 octobre, Rencontres de la Brèche « Contre l'antisémitisme et son instrumentalisation » avec Maxime Benatouil (Tsedek!), Houria Bouteldja et Françoise Vergès, Paris.** À 19h à la librairie librairie la Brèche, 27, rue Taine, Paris 12°.

**Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur**  
**L'Anticapitaliste.org**

## L'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
1800 exemplaires

**Directrice de publication :**  
Penelope Duggan

**Secrétaire de rédaction :**  
Fabienne Brifault

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 21  
Mail: [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

**IMPRIM'VERT®**

## TUNISIE Pour le scrutin présidentiel, le pouvoir resserre l'étau

Le 6 octobre auront lieu les élections présidentielles en Tunisie dans un contexte de répression politique et de verrouillage du système.

La procédure de parrainage mise en place pour pouvoir être candidat a été particulièrement entachée de restrictions : arrestation de personnes en recherche de parrainage, procédures pour écarter tous les candidats qui pourraient potentiellement faire de l'ombre à Kaïs Saïed.

### Mascarade électorale et gestion dictatoriale

Finalement, il y aura deux candidats qui ne contesteront pas la réélection de Kaïs Saïed. Ces élections semblent être une mascarade. Au pouvoir depuis 2019, élu sur une plateforme anticorruption par une opinion lassée des combines et arrangement des partis dirigeant le pays depuis la révolution de 2011, Kaïs Saïed a étendu brutalement son pouvoir en 2021. Utilisant de faux arguments constitutionnels, son coup a permis de se passer du Parlement. Il a depuis pu faire adopter une Constitution taillée sur mesure en 2022. La chasse aux politiciens corrompus étant très populaire, il a bénéficié d'un soutien assez large, le peuple tunisien estimant avoir été trahi par la classe politique à la suite de la révolution. En effet, les conditions de vie se sont aggravées, les prix ont explosé, la dépendance à la dette et au FMI est restée très importante et les problèmes structurels comme la pauvreté endémique dans les territoires loin du littoral n'ont pas été résolus. Le clientélisme et la corruption ont continué à prospérer. Sur cette vague, Kaïs Saïed a pu se forger un relatif soutien dans la population mais a lentement glissé dans la gestion dictatoriale des affaires. Arrêtant certains opposants politiques très impopulaires notamment islamistes, il a continué à viser la société civile dans son ensemble, forçant beaucoup à l'exil ou à l'autocensure notamment des journalistes. Sur les trois dernières années, près d'une centaine de journalistes ont été arrêtés et harcelés en utilisant une loi contre les « fake news ».

### Une politique de plus en plus raciste

Un tournant a été pris en 2022 par l'utilisation politique de la « crise » migratoire et du racisme anti-noir. Surfant sur cette vague raciste et négociant des accords avec l'Europe de délégation de la police aux frontières, Kaïs Saïed a développé sa propre version de la théorie du grand remplacement. Le harcèlement des personnes noires — présentes légalement ou non sur le territoire — s'est multiplié et de véritables pogroms ont eu lieu. Les reconduites à la frontière dans le désert et les expéditions pour aller en Europe depuis la Tunisie ont transformé ses frontières en un cimetière marin et terrestre. Malgré les risques d'arrestation, un certain nombre de militants, d'avocats et de journalistes continuent de défier et de s'opposer à Kaïs Saïed. Les possibilités — réduites — de manifester sont toujours utilisées pour contester son pouvoir. Plusieurs manifestations ont eu lieu contre la future mascarade électorale avec pour slogan « le pouvoir d'un pharaon et les résultats d'une tortue ». Une partie de la société civile s'est regroupée dans un Réseau tunisien pour la défense des droits et libertés. Renouveler la tradition de défense des droits de la lutte dans la rue, dans les quartiers et la contestation de la propagande raciste de Kaïs Saïed, sinon le retour aux années sombres du benalisme sera la seule perspective.

Édouard Soulier

### À lire sur le site



USA. Harris et Trump font campagne au milieu des grèves et des manifestations, par Dan La Botz

# L'escalade colonisatrice d'Israël

La semaine passée a été l'une des pires en termes de massacres au Proche-Orient. Alors que les bombardements sur Gaza continuent notamment sur des écoles, plusieurs rapports officiels des services américains ont montré comment Israël bloque l'aide humanitaire.

Le décompte officiel fait état de 42000 morts recensés à ce jour mais les estimations multiplient ce chiffre par cinq ! Comble de l'horreur, l'armée israélienne a remis aux autorités sanitaires de Gaza un camion rempli de 90 cadavres en décomposition sans identification ni indication des circonstances de leur décès. Ils reposent dans une fosse commune.

### Le Liban attaqué, le Hezbollah visé

L'autre front ouvert est bien sûr le Liban. Le 28 septembre, Benjamin Netanyahu a fait son discours à l'assemblée générale de l'ONU justifiant ses massacres devant une assemblée aux deux tiers vide car les délégués de dizaines de pays ont quitté la salle lorsqu'il a démarré son allocution. Le Premier ministre israélien en a profité pour déclencher l'opération de bombardement (depuis un bureau au siège de l'ONU!) — de la banlieue sud de Beyrouth. Cette énième attaque a abouti à la mort de 300 personnes mais également de plusieurs dirigeants historiques du Hezbollah dont le principal, Hassan Nasrallah, dirigeant depuis 1992. Ces attaques font suite à l'épisode meurtrier dit « des bipers ». Présenté comme une prouesse d'espionnage, ces crimes de guerre ne sont que le résultat d'années d'impunité des services militaires israéliens couverts par toutes les démocraties occidentales. Cela s'ajoute aux scandales comme Pegasus et NSO qui peuvent agir en toute impunité depuis le sol israélien.



### Une probable action terrestre à venir

Israël continue son offensive de grande ampleur sur le Liban, et au bout d'une semaine le millier de morts a été dépassé. La capitale libanaise a été prise pour cible pour assassiner des Palestiniens du FPLP. Israël utilise en outre des drones pour contrôler l'espace aérien libanais, et la quasi-totalité des lignes régulières ont cessé de fonctionner. Il ne reste plus que la compagnie nationale pour évacuer les personnes qui le souhaiteraient.

D'ailleurs le département d'État américain a annoncé à ses ressortissants au Liban qu'il n'organiserait pas d'évacuation comme il l'avait fait pour les ressortissants israéliens (mais pas gazaouis) en octobre dernier. Comme en 1978, 1982 et 2006, Israël attaque et veut occuper le Liban. La doctrine coloniale israélienne est toujours

la même : prendre du territoire pour créer des « zones tampons ». Cette doctrine va nécessiter de passer à une action terrestre qui semble imminente à l'heure où nous écrivons.

Le *Jerusalem Post* a publié — puis supprimé — un article faisant état de la volonté de faire le Grand Israël avec une carte comprenant la Syrie, le Liban, une partie de l'Irak, l'Arabie saoudite et l'Égypte. Même s'il s'agit de propagande à ce stade, il reste que c'est un aperçu de l'idéologie dominante en Israël.

### Les États-Unis donnent 8,7 milliards de dollars pour Israël

Netanyahu bénéficie d'un état de grâce en continuant les attaques sur le Liban. Il espère probablement que l'Iran — qui est plutôt affaibli et en deçà en termes de capacités militaires — ripostera et lui permettra d'entraîner d'autres forces militaires

## PROCHE-ORIENT

directement comme les États-Unis. La guerre permanente coloniale est donc l'objectif affiché... du moins jusqu'à l'élection américaine.

Les États-Unis viennent d'annoncer une nouvelle aide de 8,7 milliards de dollars à Israël. Quand on compte l'aide directe, les ventes d'armes et les prêts accordés par toutes les banques (notamment européennes), la quasi-totalité des économies occidentales sont complices de génocide. Et malgré les faux appels à un cessez-le-feu hypocrite, personne ne va intervenir pour stopper le déchaînement israélien. Depuis un an Israël a attaqué Gaza, la Cisjordanie, le Liban, la Syrie, l'Iran, le Yémen sans aucune répercussion sur le plan international. Sa nouvelle place consultative a permis à l'Autorité palestinienne de faire voter des sanctions par l'assemblée générale de l'ONU mais, sans politique pour les appliquer, elles resteront lettre morte. Il faut donc la mobilisation dans la rue et dans les syndicats bien sûr. Stopper les livraisons d'armes mais aussi stopper les livraisons d'argent. La campagne *Don't Buy into the Occupation* (DBIO) cible la BNP qui fait plusieurs prêts au complexe militaire israélien ainsi qu'à ses banques en 2024. Cette pression sur les banques doit s'accroître. C'est une campagne BDS commune notamment avec Attac contre la BNP à la suite du désengagement d'AXA. Sans argent pas d'armes. Sans armes, pas de guerre, pas d'occupation. **E.S.**

## SOUDAN L'obstination criminelle des généraux

La guerre des deux généraux s'intensifie, laissant le pays et les populations exsangues alors que la diplomatie internationale se gargarise de phrases creuses.

ville. D'autres groupes armés ont aussi joint leurs forces comme le SLM-Minawi (Sudan Liberation Army-Minawi), le JEM, des éléments du SLM-TC (Sudan Liberation Movement-Transitional Council), et des milices locales. Une alliance hétéroclite unie seulement par leur opposition aux RSF.

Ces manœuvres sont importantes pour chaque camp. La conquête de la capitale ne pourra que conforter Al-Burhan dans sa stature d'autorité légitime du Soudan, pour Hemedti, gagner El Fasher revient à contrôler l'ensemble du Darfour. Ces offensives signifient aussi que les deux généraux ont adopté une stratégie de guerre totale impliquant la destruction des

infrastructures du pays, les hôpitaux, les écoles, les ponts, les aéroports, etc.

### Discours hypocrites

Ainsi les deux camps utilisent l'artillerie lourde sur des zones densément peuplées. On compte désormais au bas mot 150 000 victimes. Près de 12 millions de déplacés et 25 millions de Soudanais sont confrontés à une crise alimentaire aiguë. Les efforts diplomatiques entrepris par les USA tournent au grotesque. Après le flop de sa conférence de Genève, Biden a signé avec Ben Zayed Al Nahyane président des Émirats arabes unis (EAU), une déclaration soulignant que « les deux dirigeants se sont déclarés alarmés par les

millions de personnes déplacées par la guerre, les centaines de milliers de personnes souffrant de famine et les atrocités commises par les belligérants contre la population civile. Ils ont souligné qu'il ne peut y avoir de solution militaire au conflit au Soudan ». Alors que les EAU sont les principaux soutiens et pourvoyeurs d'armes des RSF. S'il y a peu d'empressément de la part des pays voisins du Soudan tout comme du reste de la communauté internationale à mettre fin au conflit, c'est que cette guerre a au moins un avantage pour eux, celui d'avoir écrasé une révolution dont la dynamique émancipatrice remettait en cause l'ordre établi.

Paul Martial

# LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE FACE À LA REMONTÉE DES LUTTES

Deux ans après le déclenchement du soulèvement « Femme, Vie, Liberté » qui a ébranlé la République islamique dans ses fondements, le pouvoir est plus que jamais crépusculaire. Le mouvement qui a suivi le meurtre de Jina Mahsa Amini par la « police des mœurs » avait embrasé le pays tout entier. À bien des égards, ce

soulèvement était inédit. Et cela même si l'absence de grèves massives, ainsi que la faiblesse de la jonction avec le monde du travail en tant qu'acteur à part entière, ont fait partie de ses lacunes notables. L'ancrage territorial, la durée et la radicalité du processus « Femme, Vie, Liberté » ne pouvaient laisser indemne la

mollaharchie. Deux ans après, rien n'est plus comme avant septembre 2022, et les braises du soulèvement sont toujours ardentes. Malgré le déchaînement de la répression, les femmes, les peuples d'Iran, la jeunesse et les travailleurEs ont repris confiance dans leurs capacités de lutte. Dossier présenté par Babak Kia.

## Intensification des crises et forte contestation populaire

Le refus toujours aussi vivace du voile obligatoire par les femmes, les luttes multiples, les grèves et les manifestations de travailleurEs, les combats démocratiques pour la défense des droits des prisonnierEs, la lutte contre les condamnations à mort et les exécutions, témoignent d'un rejet profond de la mollaharchie.

### Faible participation à la présidentielle

Le taux de participation historiquement bas à la dernière élection présidentielle n'est pas dû à un désintérêt populaire. Il traduit un rejet massif du pouvoir et des institutions. C'est le régime dans son ensemble qui est considéré comme illégitime par la population. Cette élection a vu la victoire de Massoud Pezeshkian, un prétendu « modéré », succédant au « conservateur » Ebrahim Raïssi mort dans un accident d'hélicoptère.

### Crise économique et main tendue à Washington

Le choix fait par le régime et par le Guide Ali Khamenei de

« mettre » à la présidence un prétendu « modéré » est davantage un message envoyé aux États-Unis qu'un signe d'ouverture à l'égard de la population. Il s'agit avant tout d'une main tendue à Washington, et ce afin de négocier un allègement des sanctions économiques, de tenter d'obtenir le dégel des milliards de dollars bloqués et de sanctuariser le programme nucléaire iranien. L'économie est exsangue, du fait des sanctions mais surtout des orientations politiques et économiques catastrophiques, ainsi que de la corruption massive du régime et des Gardiens de la révolution (Pasdaran). Les peuples d'Iran doivent faire face aux privations de liberté, à la répression, à une hyper inflation, à une misère grandissante et à de nombreux scandales de corruption touchant les sommets de la République islamique. Cela alimente et accentue la crise politique, conduisant depuis de nombreuses années une grande partie des couches traditionnellement acquises au régime à s'en détacher.



## La montée des luttes sociales et démocratiques

Dans ce contexte de crise économique, sociale et politique nous assistons depuis plusieurs mois à un regain des luttes ouvrières. Divers secteurs se mobilisent régulièrement : les enseignantEs, les retraitéEs, des salariéEs de la pétrochimie...

### Important mouvement des infirmières

Ces derniers mois, et cela est une première, ont eu lieu dans de nombreuses villes des manifestations et des grèves simultanées d'infirmières. Ces mobilisations pour des hausses de salaire et des conditions de travail plus dignes se poursuivent malgré la répression. Le niveau inédit d'organisation de cette lutte, ainsi que le soutien important de la population qui se reconnaît dans les revendications avancées, inquiète particulièrement le pouvoir qui craint une contagion.

### Le mouvement des infirmières comble en partie certaines faiblesses du soulèvement de 2022

Cette mobilisation, dont des femmes sont en première ligne, doit être considérée comme l'une des suites du soulèvement « Femme, Vie, Liberté ». Cette lutte exemplaire se caractérise par un niveau de coordination nationale rarement atteint sous la dictature théocratique. Le mouvement des infirmières comble en partie certaines faiblesses du soulèvement de 2022.



Reza Shahabi et Hassan Saeedi, figures du syndicat des travailleurs de la compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue, à leur sortie de prison après deux ans d'emprisonnement (ils avaient été condamnés à 6 ans). Ils ont été libérés à la suite de la mobilisation internationale et notamment de l'intersyndicale en France, sous l'impulsion de Solidarité Socialiste avec les TravailleurEs en Iran (France). Shahabi porte un t-shirt CGT en clin d'œil à l'action menée en France. DR

Pour la première fois, ce mouvement social qui traverse l'ensemble du pays, met sur le devant de la scène une lutte faisant converger, au travers d'un affrontement de classe, le combat des femmes et celui des minorités nationales. Il fait franchir un seuil décisif au combat contre les préjugés et méfiances régionales entretenus par le pouvoir. Cette lutte exemplaire mérite amplement la solidarité des syndicats de la santé dans le monde entier, et plus largement de l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique.

### Libération des syndicalistes des transports

Au même moment, sous l'effet du rapport de forces, de la solidarité internationale et de la mobilisation de syndicats européens et notamment français<sup>1</sup>, des figures de premier plan du syndicat Vahed (syndicat des travailleurEs

des transports en commun de Téhéran et sa banlieue) ont été libérés. Cela constitue un formidable encouragement pour les réseaux militants en exil, dont des organisations comme Solidarité socialiste avec les travailleurs d'Iran (SSTI)<sup>2</sup>, qui n'ont cessé de militer pour que des actions de solidarité se développent à l'échelle internationale.

### Des figures de premier plan du syndicat des travailleurEs des transports en commun de Téhéran et sa banlieue ont été libérés

Enfin, dans les prisons, des détenuEs d'opinion et notamment des femmes mènent une lutte courageuse et quotidienne contre leur détention, contre la torture et les exécutions dont les prisonnierEs d'origine kurde et baloutche sont les premières victimes, ainsi que contre la République islamique. Depuis l'élection de

Pezeshkian, les exécutions de détenus ont augmenté, la répression des minorités nationales est permanente, le harcèlement des femmes et de la jeunesse est incessant. Le nouveau président s'inscrit à ce titre dans la lignée d'Ahmadinejad ou de Raïssi, celui que l'on a surnommé le « boucher de Téhéran » pour son rôle dans les exécutions de milliers de prisonnierEs politiques à la fin des années 1980. De fait, que le président soit « modéré » ou « conservateur », toute caractérisation progressiste de ce régime est problématique. À titre d'exemple, les prises de positions de Youssef Boussoumah, l'unE des co-fondateurEs du « QG décolonial » et de « Paroles d'honneur », qui a appelé à prier pour que le président Raïssi sorte indemne de son accident d'hélicoptère, ou celles de Houria Bouteldja, cofondatrice de ces structures qui avait en 2016 présenté Ahmadinejad comme étant « son héros », constituent des

positionnements de type campistes qui tournent le dos aux aspirations populaires et à la réalité sociale et politique. Le combat pour l'égalité, pour les libertés démocratiques, pour les droits des travailleurEs et la justice sociale sont indissociables.

1 – <https://solidaires.org/rechercher/?search=Iran>  
2 – SSTI <http://www.iran-echo.com/>

## Un affaiblissement de la position de la République islamique dans la région

Au cours de l'année écoulée, le régime a subi des attaques humiliantes de la part d'Israël qui poursuit sa guerre génocidaire contre le peuple palestinien, avec la complaisance des grandes puissances occidentales et des régimes arabes.

### Corruption généralisée de la République islamique

Israël est notamment parvenu notamment à éliminer en Syrie des commandants des

Gardiens de la révolution (Pasdaran) et à assassiner le chef du Hamas, Ismail Haniyeh, en plein cœur de Téhéran.

Ces différentes opérations, et particulièrement l'élimination du dirigeant du Hamas, ont montré la faiblesse et l'impuissance de l'appareil de renseignements de la République islamique, ainsi que l'importance de son infiltration par les services secrets israéliens. Cela a mis en évidence la corruption institutionnalisée dans toute la structure politique et administrative

de la République islamique, et ce jusqu'au sommet des services de renseignement des Gardiens de la révolution.

### Riposte impossible à Israël

La course à l'armement du pouvoir, les milliards dépensés pour ses ambitieux projets nucléaire militaire et d'armement classique grèvent considérablement le budget de l'État. Néanmoins, le régime a été incapable de riposter aux humiliations à répétition infligées par l'État d'Israël.

Confrontée à une perte de légitimité irréversible, à l'accroissement de la révolte des femmes, à des luttes sociales et démocratiques de plus en plus fortes et à une incapacité de donner le change sur la scène régionale, la République islamique d'Iran donne incontestablement des signes de faiblesses.

Les peuples d'Iran ne peuvent se libérer que par eux-mêmes. Il nous revient de les soutenir dans leur lutte pour l'émancipation, l'égalité et la justice sociale.

## SAINT-DENIS Quand la sous-préfecture organise la fabrique des sans-papiers

La nouvelle sous-préfecture devait faciliter les démarches administratives des étrangerEs concernés par le renouvellement de leur titre de séjour, le dépôt de dossiers ou le retrait de leurs documents...

Pourtant à l'ouverture de cette sous-préfecture, tôt le matin, ce sont des dizaines de personnes qui se pressent devant les grilles espérant être reçues. En effet, depuis la dématérialisation des procédures — qui a entraîné la suppression de nombreux emplois —, les prises de rendez-vous s'effectuent uniquement sur internet et sont délivrées au compte-gouttes. Cette situation donne lieu à un marché noir de vente de prises de rendez-vous pouvant atteindre plusieurs centaines d'euros.



NPA-L'ANTICAPITALISTE

### Privés de droits, d'emploi et de logement

Cette politique préfectorale bafouant les droits des étrangerEs a pour conséquence de fabriquer des milliers de sans-papierEs qui se retrouvent de ce fait en situation irrégulière, faute d'avoir pu renouveler à temps leur titre de séjour. Ces nombreuses démarches entraînent des pertes de journées de travail car les titres de séjour sont renouvelés pour des durées limitées. Il n'est pas rare pour beaucoup d'entre eux et elles de devoir attendre des mois, voire des années, surtout lorsqu'il s'agit de premières demandes de titres de séjour. Pour pouvoir bénéficier d'une carte de résidentE, il est nécessaire de renouveler une dizaine de fois son titre temporaire de séjour d'un an et de s'acquitter à chaque fois de la somme de 225 euros.

Les effets de cette politique sont insupportables et, dans certains cas, dramatiques pour des milliers d'étrangerEs : privés d'emploi et de droits sociaux, ils se trouvent menacés d'expulsion de leur logement. On peut également relever de nombreux cas d'étrangerEs résidant en France depuis des décennies qui doivent attendre des mois avant d'obtenir le renouvellement de leur carte de résidentE.

### Collectif pour le respect des droits des étrangerEs

Un collectif pour le respect des droits des étrangerEs vient d'être créé. Le collectif assure une présence tous les vendredis matin devant la sous-préfecture de Saint-Denis. Cette action a permis que l'accueil se fasse à l'intérieur des locaux de la sous-préfecture et qu'un nombre plus important de dossiers soit examiné. Cette politique délibérée fragilise et précarise les populations immigrées car il s'agit, comme l'a annoncé le ministre de l'Intérieur, « d'expulser plus et de régulariser moins » — l'extrême droite ne dirait pas mieux. Notre collectif appelle à une manifestation le vendredi 4 octobre à 9 heures devant la mairie de Saint-Denis pour se rendre à la sous-préfecture afin de dénoncer ces pratiques politiques discriminatoires et humiliantes et exiger la régularisation de tous les sans-papiers.

Comité NPA Saint-Denis

### À lire sur le site



«La Sécu, elle est à qui?»: à propos de la tribune «Il y a une alternative à l'austérité budgétaire», par J.C. Delavigne

## FÉMINISME Procès Mazan : un procès du viol ?

Voilà près d'un mois que s'est ouvert le procès dit « de Mazan », celui de 51 hommes ayant violé Gisèle Pelicot, victime de soumission chimique par son mari. Près d'un mois que des centaines de milliers de femmes y sont suspendues, car il résonne avec nos propres histoires, et il porte un enjeu politique et féministe central.

La levée du huis-clos demandée par la victime ainsi que la stupéfaction face aux faits conduisent à une grande médiatisation du procès. Cela permet l'expression d'une forte vague de solidarité envers Gisèle Pelicot, comme l'illustrent le nombre de femmes qui viennent la soutenir chaque matin au procès et les rassemblements organisés partout en France.

### Le silence de ceux qui regardent ailleurs

Dans ce contexte, le silence de ceux qui instrumentalisent allègrement ces questions quand cela les arrange est assourdissant. C'est ainsi que l'extrême droite instrumentalise le terrible meurtre de Philippine, afin d'assimiler l'étranger au danger. Pour le procès Mazan, silence radio, pas d'appropriation raciste et réactionnaire des violences. Le procès Mazan montre la diversité ordinaire des auteurs de violences, féminicides, agressions sexuelles : ce sont nos pères, nos frères, nos voisins, ce sont des monsieur tout-le-monde.

### L'apothéose de la culture du viol

La médiatisation a aussi eu pour effet de faire de Gisèle Pelicot un symbole dans la lutte contre les violences, une icône dont les représentations et les mentions fleurissent déjà sur les murs ou dans les rues à l'occasion des mobilisations féministes. Ainsi,

pour le système patriarcal et tous ses défenseurs, il y a un enjeu impérieux à la détruire.

Alors qu'il est impossible de démentir les faits en raison des images auxquelles la Cour a accès, alors que Gisèle Pelicot semble être la « victime parfaite », elle est pourtant constamment humiliée et attaquée durant ce procès. Elle a dû subir de la part des avocats de la défense des questions telles que « Vous n'auriez pas des penchants exhibitionnistes que vous n'assumeriez pas ? » ou des remarques comme « Il y a viol et viol ». Le renversement de la culpabilité qui s'opère est résumé par Gisèle Pelicot le 18 septembre à la barre : « J'ai l'impression que la coupable c'est moi ! ». En dehors du procès, le « retour de bâton » contre la victime

s'organise : nous pensons par exemple à l'avocate de la défense Nadia El Bouroumi qui inonde Instagram de vidéos contre Gisèle Pelicot allant jusqu'à danser sur *Wake Me Up Before You Go Go* (« Réveille moi avant de partir »).

Ces éléments illustrent la culture du viol dans toute son horreur. Les victimes de viol sont toujours coupables aux yeux de ceux qui voudraient les museler. On dépouille les femmes de leur histoire, de leur corps, on les rend possession de leur mari ou d'autrui.

### Un procès du viol historique ?

En 1972, le procès de Bobigny qui juge Marie-Claire Chevalier pour avoir avorté à la suite du viol dont elle a été victime, a

conduit notamment à l'inscription du droit à l'avortement dans la loi. En 1978, l'affaire Tonglet-Castellano ou procès d'Aix-en-Provence défendue par la même avocate, Gisèle Halimi, a permis d'avancer sur la criminalisation du viol.

Dans cette lignée, le procès Mazan constitue peut-être lui aussi un tournant historique quant à la notion même de viol. En effet, une prise de conscience collective vient remettre en cause les mythes autour des violences sexuelles, pourtant dénoncés par les féministes depuis des années. On le dit « hors normes » dans les médias, mais c'est aussi une manière de ne pas confronter le fait que l'affaire de Mazan résonne avec toutes ces « banales » affaires de viol et en particulier de viol conjugaux. La question du consentement et de sa définition sont au cœur du procès, ce qui pourrait avoir un impact au niveau juridique. Car quand il est impossible pour les avocats de la défense de remettre en question les faits au vu de toutes les images recensées, c'est à l'intentionnalité de l'auteur qu'ils s'en remettent. Le non-consentement de la victime ne serait donc pas suffisant pour qualifier un viol, si violer n'était pas l'intention de l'auteur : encore et toujours, les hommes plaident leur innocence.

Nous, féministes, devons continuer d'investir ce procès de son poids politique. Le viol n'est pas un fait divers, alors que toutes les 2 minutes 30, un viol ou une tentative de viol est commis en France. Nous ne cesserons jamais de croire et de défendre les victimes, de crier notre colère pour que les violences s'arrêtent. Une nouvelle journée de mobilisation contre les violences et en soutien aux victimes est prévue le 19 octobre : la honte doit changer de camp !

Commission nationale d'intervention féministe

### LE MAIRE DE MAZAN MINIMISE L'AFFAIRE PELICOT



CHARMA

## INDUSTRIE Dumarey-Powerglide Strasbourg va mal mais pas le patron

Dumarey-Powerglide s'oriente vers la fermeture : 590 salariéEs sont concernéEs sans compter les sous-traitants. L'aboutissement de décennies de politique capitaliste.

En 1968, l'ex-GM, General Motors, s'installe à Strasbourg et fabrique des boîtes de vitesses pour l'automobile. L'effectif atteint 3000 salariéEs dans les années 1980. Pour accentuer la rentabilité financière du site, les dégraissages commencent à partir de 1985 financés en partie par l'État : aides au retour pour les travailleurEs étrangers, pré-retraites (55 ans), chômage partiel. Plans sociaux aussi pendant lesquels le patron tente de licencier une partie des déléguéEs CGT, ce à quoi s'oppose l'inspecteur du travail. Le sous-effectif est alors compensé par l'embauche de CDD et d'intérimaires. Flux tendu pour la production mais aussi flux tendu pour la gestion du personnel.

### Reprise européenne en 2013

En 2013, GM se désengage de ses usines européennes et vend Strasbourg à Guido Dumarey, reprenneur d'entreprises en difficulté surnommé le « Bernard Tapie belge », adoubé par la municipalité socialiste, les collectivités



NPA-L'ANTICAPITALISTE

locales et le port autonome de Strasbourg. L'État garantit le montage financier permettant la continuité de l'activité avec plus de 700 salariéEs et un client qui représente 85% des commandes, l'allemand ZF, équipementier pour BMW. Le plan de reprise validé avec l'administration oblige Dumarey à maintenir l'activité pendant trois ans.

Contrat rempli pendant 11 ans, jusqu'à ce que les salariéEs apprennent subitement fin août que ZF ne passe plus de commande. La crise liée à la baisse des commandes outre-Rhin nécessite des délocalisations vers les pays à faible coût de main-d'œuvre (Audi délocalise au Mexique, par exemple). À cela s'ajoute l'incertitude quant au développement des moteurs électriques. Avec la perte de 85% de son activité, il est clair que Dumarey-Powerglide s'oriente vers la fermeture, ce qui mettrait sur le carreau 590 salariéEs sans parler de l'impact au niveau des sous-traitants.

### Non au financement public des délocalisations !

En bon capitaliste qui s'est servi pendant toutes ces années en procédant à des achats-ventes d'usines après prise de bénéfices rapides, Guido Dumarey met en place avec ZF un fonds de garantie de 60 millions d'euros pour financer la fermeture de Strasbourg. Les salariéEs sont à ce jour dans l'incertitude, aucune annonce officielle n'a été faite au CSE. Pour cette raison, la CGT active sur le site a organisé des débrayages et, le 28 septembre 2024, une manifestation dans les rues de Strasbourg à laquelle s'est associé le NPA67 pour alerter la population et les pouvoirs publics quant au sort réservé à cette entreprise, autrefois fleuron régional.

Une fois de plus, l'État et les collectivités locales ont financé sans contrôle pendant des décennies des patrons voyous. Guido Dumarey doit rendre l'argent des contribuables et mettre sur la table les bénéfices accumulés grâce au travail de toutEs les salariéEs de son entreprise. La crise de l'automobile, même si le moteur thermique a encore de beaux jours devant lui, nécessite de faire des projets, de réorienter le personnel par de la formation et non de délocaliser pour faire encore et toujours plus du fric.

Correspondant

## En bref

### Rennes. Les Jeunesses anticapitalistes en réunion publique avec Olivier Besancenot

Dans le cadre des réunions publiques lancées par les Jeunesses anticapitalistes (JA), Olivier Besancenot est venu ce 25 septembre à la rencontre des étudiantEs de l'université Rennes 2. En partenariat avec le syndicat étudiant Union Pirate, l'événement a réuni plus de 100 personnes. Après un été suspendu aux décisions de Macron, c'est Michel Barnier, dont les prises de position par le passé ont toutes été plus réactionnaires et racistes les unes que les autres, qui est nommé Premier ministre. Le gouvernement mis en place est représentatif de cette volonté de voguer toujours plus à droite. Dans ce contexte, Union Pirate et le NPA-l'Anticapitaliste ont choisi l'unité pour cette réunion. C'est d'abord un militant de Sud Éducation, engagé dans la veille antifasciste, qui a rappelé l'importance de se mobiliser face aux dérives réactionnaires du gouvernement. Adèle, militante des JA, est ensuite intervenue pour souligner la mobilisation très forte des jeunes ces derniers mois – dans la rue lors de la contre-réforme des retraites, dans les quartiers à la suite de l'assassinat de Nahel ou dans les urnes pendant les législatives – ainsi que la nécessité de s'organiser contre la destruction des universités et les attaques réactionnaires envers les droits de toutes les personnes opprimées, alors que la précarité chez les jeunes explose. Éléonore Schmitt, porte-parole d'Union Pirate, a également pris la parole en ce sens, rappelant que les files d'attente des distributions alimentaires à destination des étudiantEs vont toujours en s'allongeant, et en insistant sur la nécessité de l'unité dans la période. Enfin, Olivier Besancenot s'est exprimé sur les combats que la génération actuelle allait devoir mener, dans un contexte particulièrement dur et face à un gouvernement dont les dérives autoritaires deviennent incontrôlables. Pour trouver les infos des prochaines réunions avec, entre autres, Christine Poupin, Olivier Besancenot, Philippe Poutou ou encore Ugo Palheta, rendez-vous sur les pages JA des réseaux sociaux.

Correspondante



NPA-L'ANTICAPITALISTE

### Paris. Reentrée politique sur les facts

Le 24 septembre se tenait un meeting-débat avec Olivier Besancenot sur le campus de Sorbonne Université. Après des années d'interdiction post covid de nombreux événements politiques dans cette université, il était enfin possible de réinvestir cet espace. Devant une cinquantaine de personnes, Olivier Besancenot a répondu aux enjeux de la période: l'opportunité offerte par le début de résistance lancé par le NFP ne doit pas s'arrêter. Il a rappelé la proximité du danger du fascisme et la possibilité que celui-ci arrive très prochainement en France. En rappelant en détail l'arrivée au pouvoir via un coup d'État, la mise en place de la 5<sup>e</sup> République, une république taillée sur mesure contre la démocratie et pour un pouvoir centralisé et policier. Il a proposé de remettre au cœur de notre projet celui d'assemblées constituantes pour une nouvelle Constitution démocratique et populaire, avec notamment le contrôle

# Vie du NPA l'Anticapitaliste

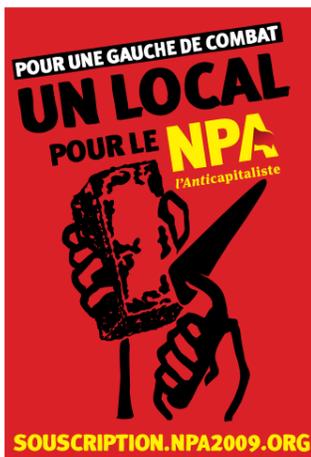
## SOUSCRIPTION Une campagne militante pour atteindre le jackpot!

Nous en profiterons pour rassembler nos différentes activités: la librairie La Brèche, les locaux de la 4<sup>e</sup> Internationale et les locaux parisiens iront ainsi rejoindre l'imprimerie, les bureaux du journal et nationaux du NPA.

### La campagne s'organise

Pour cela, les militantEs du NPA-l'Anticapitaliste sont en train d'organiser différentes échéances pour animer cette campagne de levée de dons inédite pour notre parti. Cela commence en premier lieu avec des projections du documentaire *Rouge, la couleur qui annonce le journal* qui pourraient commencer dès la fin octobre. À Perpignan et à Montpellier, une soirée de soutien est sur les rails, pour ne citer que les premières initiatives qui auront lieu partout en France. À Paris, ce n'est pas moins de deux

Cette année la souscription a un objectif ambitieux. Il nous faut obtenir 800 000 euros car nous avons l'occasion de racheter le local historique de Rotographie!



projections du documentaire et une soirée de soutien qui sont prévues! La vente d'objets collectors est en train d'être organisée, tels que

des gourdes ou des bananes aux couleurs du NPA, une série de belles affiches historiques de la LCR et du NPA, voire une cuvée de bière ou de vin! Un courrier des donateurs et donatrices qui veulent participer à la campagne sera disponible sur le site. Tant d'idées qui nous viennent de camarades et qui peuvent encore être complétées par d'autres initiatives.

### En parler autour de nous

Toute cette effervescence d'actions se complètera avec une campagne pour aller chercher touTES nos sympathisantEs et compagnonNES de route pour qu'ils et elles participent à cette levée de dons. ChacunE donne selon ses moyens (ou son enthousiasme!) et ce qui compte

surtout, c'est de faire circuler l'information autour de vos proches, qu'ils et elles soient militantEs ou non. Nous préférons recevoir 100 euros de 8 000 personnes que 250 000 euros de trois millionnaires!

Commission Souscription

### Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Daumesnil

★ la-breche.com 01 49 28 52 44 contact@la-breche.com

## HAUTE-GARONNE Succès de la Fête anticapitaliste 2024!

Près de 1000 personnes ont afflué à la fête organisée par le NPA 31 à Ramonville au sud de Toulouse. Des débats très suivis, une super ambiance et un concert endiablé ont rythmé la journée. Une initiative qui fait du bien dans le contexte politique que l'on connaît où se réunir, échanger, se rencontrer, s'amuser et faire la fête sont en soi des actes de résistance.

Cette fête, le NPA 31 l'a pensée à l'image de nos combats quotidiens. Dès le matin, Fermin Muguruza est venu présenter son film *Bidassoa* qui donne la parole à des migrantEs et des militantEs solidaires à la frontière entre les États français et espagnols au Pays basque. Plusieurs débats et tables rondes se sont succédé dans les deux espaces dédiés: «Luttes sociales et environnementales» où des syndicalistes de la CGT et de Sud Rail ont pu échanger avec des militants des Soulèvements de la Terre ou de la lutte contre l'A69; «Pop culture et révolutions» animé par Bolchegeek; «Les quartiers populaires face à l'extrême droite» avec Sihame Assbague et Ramissa Slimane, une militante toulousaine de l'Assemblée des quartiers; «Quelles ripostes face à l'offensive transphobe et LGBTIphobe?», débat animé par les Jeunesses anticapitalistes, des militantEs LGBTI ainsi que l'artiste Coco BG.



PHOTOTHÈQUE ROUGE

### Débattre avec les acteurs du NFP

Il s'agissait aussi de donner un caractère unitaire fort à l'événement, dans la suite de la campagne du Nouveau Front populaire avec une table ronde où le NPA-l'Anticapitaliste a accueilli à la même tribune le secrétaire général de l'UD CGT et la co-secrétaire départementale de la FSU, une représentante de l'Assemblée des quartiers, les

députéEs Christophe Bex (LFI) et Christine Arrighi (EÉLV) et un représentant de GénérationS. Un débat qui a permis de mettre en avant la volonté de rester uniEs face à Macron et à l'extrême droite, autour du programme du NFP tout en posant des débats stratégiques sur l'articulation entre luttes et élections, le rapport aux institutions ou encore sur la structuration militante, à la base, du NFP.

### Les luttes, les manifestations et la fête

L'après-midi s'est conclue par un grand meeting qui a commencé avec l'intervention de Noélie, camarade des Jeunesses anticapitalistes à l'occasion de la journée mondiale pour le droit à l'avortement. Salah Hamouri, avocat franco-palestinien, s'est ensuite exprimé sur le génocide en Palestine, l'offensive israélienne au Liban et la nécessité de la solidarité internationale. Pauline Salingue, notre porte-parole, a conclu le meeting en donnant les perspectives du NPA et en appelant à la mobilisation la plus massive dans la rue le 1<sup>er</sup> octobre. La fête, ce n'est pas que des débats, loin de là! Le spectacle de Gilou le magicien a ravi différentes générations, le karaoké populaire animé par Coco BG a trouvé son public et Planète Boum Boum puis les Fatales Picards ont enflammé la scène jusque tard dans la soirée! La commission fête qui a pris en charge l'organisation de l'événement remercie touTES les intervenantEs, les nombreuxEs camarades qui ont pris des tâches et touTES les participantEs. À l'année prochaine!

Commission fête du NPA 31



PHOTOTHÈQUE ROUGE

effectif des éluEs et le contrôle économique dans les usines, dans les bureaux et les universités. Avec l'internationalisme chevillé au corps, Olivier Besancenot a également, à la suite à l'intervention du Collectif Palestine de Jussieu, rappelé que le soutien aux peuples opprimés ne se négociait pas: en Palestine, en Ukraine, en Kanaky. Les militantEs du collectif Palestine ont notamment défendu une motion qui avait vocation à être présenté au CA de Sorbonne

Université, contre les partenariats avec des entreprises ou des universités complices de la politique meurtrière de l'État d'Israël. La direction a refusé de soumettre au vote cette motion sous des prétextes fallacieux. Nous apportons tout notre soutien au collectif et aux éluEs qui tenteront de soumettre à nouveau cette motion au vote au prochain CA. Ce meeting a donc été l'occasion de relancer l'activité sur les universités parisiennes et notamment sur la Palestine. La jeunesse

notamment étudiante doit reprendre l'initiative face à ce gouvernement réactionnaire, raciste, sexiste et homophobe. **Comité Jussieu**

### À lire sur le site



EXPOSITION **Silbermann, une poétique insolente du merveilleux**, par Philippe Cyroulnik

## PROCHE-ORIENT « Israël se tourne maintenant contre le Liban pour sécuriser sa frontière nord »

Depuis le 23 septembre, les bombardements de l'armée israélienne sur le Liban ont entraîné la mort de plus de 1500 personnes, le départ vers la Syrie de 100 000 personnes et le déplacement d'un million de personnes, sur les quelque 5 millions d'habitants du Liban. Entretien avec **Gilbert Achcar**, militant libanais et professeur à l'université de Londres.

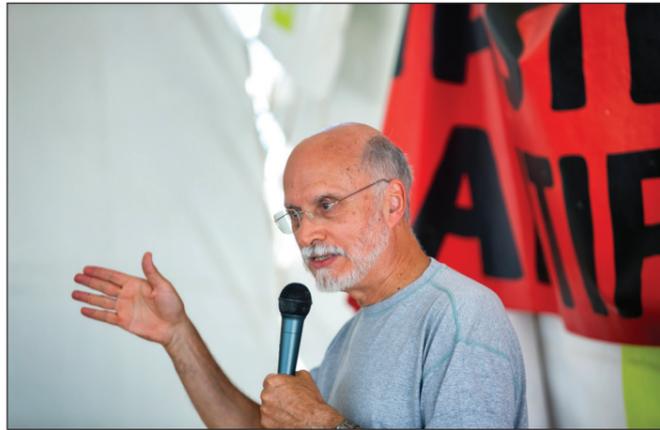
**Il y a tout à craindre que les attaques de mi-septembre au Liban aient lancé une nouvelle séquence de la guerre commencée en octobre 2023 à Gaza...**

Depuis qu'Israël a en gros achevé le stade le plus intensif de sa destruction à Gaza, il se retourne maintenant contre le Liban, contre le Hezbollah, pour sécuriser sa frontière nord. Il le fait en ne laissant au Hezbollah d'autre choix que de capituler et se retirer loin de la frontière ou de subir une guerre totale. Ils ont commencé une escalade progressive de la violence qui a maintenant abouti à la décapitation du Hezbollah, y compris l'assassinat de son chef Hassan Nasrallah, et refuse toute proposition de cessez-le-feu. Une capitulation pure et simple de l'organisation étant peu probable, il faut se préparer à la continuation de l'escalade, y compris l'intervention de troupes au sol dans des opérations ponctuelles, le tout visant à infliger le plus grand dégât possible à l'organisation et démanteler son infrastructure.

### Israël refuse toute proposition de cessez-le-feu

**En quoi ce qui a lieu aujourd'hui est différent des conflits précédents : 2006, 1982 ?**

En 1982, Israël avait envahi la moitié du Liban jusqu'à la capitale Beyrouth, investie par les troupes israéliennes en septembre. Très vite, la résistance, lancée au départ par les communistes, a fait reculer l'armée israélienne qui s'est cantonnée à une portion du Sud-Liban pendant plusieurs années (18 ans d'occupation) jusqu'à devoir l'abandonner en 2000. Israël a subi une défaite politique à cet égard. Autant la guerre avait marqué un point pour l'État Israël vis-à-vis de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) qui avait dû évacuer Beyrouth en 1982, autant Israël s'est montré vulnérable face à la résistance qui s'est développée au Liban. En 2006, Israël avait tenu compte des leçons de 1982 et n'envisageait donc pas d'occupation permanente. Il y a eu une incursion de troupes qui se heurtèrent à une résistance farouche, plus coûteuse que prévu. Cette guerre-là s'est aussi soldée par un fiasco pour Israël, au sens où le Hezbollah, loin d'être détruit, en est ressorti plus fort à terme puisqu'il a reconstitué son arsenal et l'a très considérablement amplifié. La leçon que l'armée israélienne a tirée de



Gilbert Achcar à l'université d'été du NPA en 2022. PHOTO: THÉO RUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

2006, c'est de ne pas prendre de risque quand ils interviennent dans des zones peuplées comme Gaza ou le Liban, surtout les zones urbaines, mais de tout détruire avant d'entrer, ce qui s'est traduit par l'effroyable destruction de Gaza et le caractère génocidaire de la guerre menée contre l'enclave. Au Liban, ils n'en sont pas encore arrivés à ce stade, mais ils menacent ouvertement de transformer des parties du Liban en un autre Gaza.

### Après la mort d'Hassan Nasrallah, que représente aujourd'hui le Hezbollah au Liban ?

L'organisation a été très affaiblie non seulement par l'assassinat de Nasrallah, mais aussi par le démantèlement de son réseau de communication interne et l'assassinat de plusieurs de ses cadres militaires. L'organisation a été véritablement décapitée. Elle va se reconstituer et tenter de reconstituer son arsenal bien qu'Israël rende la chose de plus en plus difficile en bombardant en Syrie les voies de transport par lesquelles l'armement peut arriver d'Iran au Hezbollah.

### Le Hezbollah a été véritablement décapité

Sur le plan politique, c'est également un affaiblissement considérable de l'organisation. Le Hezbollah conserve certes sa base sociale, dont une grande partie dépend financièrement de l'organisation. Mais il y a dans la population libanaise une forte désaffection qui avait commencé avec l'intervention du Hezbollah en Syrie auprès du régime Assad. Cette intervention a beaucoup changé l'image du Hezbollah au Liban et dans la région : du combat contre Israël, l'organisation était passée au combat en défense d'un régime sanguinaire. Le Hezbollah est apparu plus que jamais comme étant avant tout un auxiliaire de l'Iran. Aujourd'hui, une grande

partie de la population libanaise reproche au Hezbollah d'impliquer le Liban dans la guerre avec Israël au nom de la solidarité avec Gaza, même si c'est de façon limitée, en pointant du doigt le fait que la Syrie, qui est censée faire partie du même « axe de la résistance » et qui a certainement beaucoup plus de moyens que le Hezbollah, ne fait rien du tout. De même, l'Iran, leader du même « axe », ne fait pas grand-chose, au-delà des discours. Une seule fois, en représailles contre l'assassinat de dirigeants iraniens à Damas en avril dernier, l'Iran a lancé contre Israël des missiles et drones avec un préavis qui a contribué à en rendre l'impact négligeable.

Beaucoup au Liban demandent donc « pourquoi nous, petit pays, le plus faible de la région, devrions-nous subir des conséquences pour le compte de l'Iran ? » Ce type d'argument est devenu très fort aujourd'hui. Le Hezbollah revendiquait jusqu'ici le fait qu'il constituait une sorte de bouclier, une garantie sécuritaire pour le Liban face à Israël, mais cet argument est battu en brèche par la démonstration que fait Israël de manière spectaculaire de sa grande supériorité militaire, technologique et en renseignements.

### Effectivement, avec le risque de voir le Liban détruit...

Une partie du Liban plutôt, parce qu'Israël vise spécifiquement le Hezbollah, les régions où il est présent. Il joue sur les clivages confessionnels et même les clivages au sein des chiites qui sont divisés au Liban en deux camps alliés, mais bien distincts : le Hezbollah d'une part et Amal de l'autre. Le mouvement Amal ne s'est pas impliqué dans le combat en cours contre Israël et ne dépend pas de l'Iran comme le Hezbollah. Israël joue donc là-dessus et vise spécifiquement les régions et zones contrôlées par le Hezbollah. Il y a fort à craindre que la menace de transformer cette partie du Liban en Gaza bis soit mise en œuvre.

**Comment construire la solidarité pour les anticapitalistes et anti-colonialistes alors que nous ne**

### partageons pas les projets politiques des forces en présence ?

Il faut toujours concevoir la solidarité comme indépendante et critique. La notion de « solidarité inconditionnelle » ne me semble pas utile. La solidarité avec une force dont on ne partage pas le profil doit toujours être critique au sens où il faut se solidariser avec la victime contre l'opresseur principal, sans oublier pour autant que cette victime peut à son tour être dans une position d'oppression vis-à-vis d'autres.

### La solidarité doit toujours être critique

S'il y avait demain une offensive d'Israël et des États-Unis contre l'Iran, il faudrait se mobiliser puissamment contre celle-ci en tant qu'agression impérialiste, sans pour autant soutenir « inconditionnellement » le régime iranien et encore moins le soutenir contre sa population si elle se soulevait à l'occasion. De la même façon, en 1990-1991, il fallait se mobiliser contre l'agression impérialiste contre l'Irak, sans pour autant soutenir le régime de Saddam Hussein, et encore moins sa répression sanguinaire des populations du sud et du nord du pays qui se sont soulevées à l'occasion. Il ne faut tomber ni dans un travers ni dans l'autre. Il y a des personnes à gauche qui, au nom de la nature du Hezbollah comme organisation confessionnelle et intégriste inféodée au régime iranien des mollahs, en viennent à adopter des attitudes neutres, qui frisent parfois même le soutien à Israël. Cela doit être fortement combattu : il ne faut pas du tout hésiter à se mobiliser contre l'agression israélienne, celle d'un État colonial, oppresseur et prédateur. Quelles que soient les directions politiques dominantes en face, la résistance à l'agresseur colonial est juste. Mais il ne faut pas tomber dans l'autre travers qui consiste à faire du Hezbollah ou du Hamas — ou même bien pire, les Houthis du Yémen qui sont l'équivalent des Talibans — des champions progressistes. Il s'agit de forces, qui sur le plan social et culturel peuvent être tout à fait réactionnaires, et de dictatures brutales comme le sont les régimes syrien et iranien.

**Propos recueillis par Fabienne Dolet le 30 septembre 2024**

### Suis-nous

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

[lanticapitaliste.org](https://lanticapitaliste.org)  
[NPA.lanticapitaliste](https://npa.lanticapitaliste.org)  
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)  
[Lanticapitaliste1](https://t.me/lanticapitaliste)  
[lanticapitaliste.presse](https://lanticapitaliste.presse.org)  
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)



### Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

### Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

### Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°158 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



### Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

### Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

### L'image de la semaine



### Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)